



**Arrêté n° 41-2022-03-08-00001
relatif au système d'échange de gaz à effet de serre
de la société « STORENGY » à Chémery (41700)**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

- Vu** le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu** le code de l'environnement, livre II, titre II, chapitre IX, section 2 relative aux quotas d'émission de gaz à effet de serre ;
- Vu** le règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, et notamment l'article 24 ;
- Vu** le décret du président de la république du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;
- Vu** les actes préfectoraux qui réglementent la société « STORENGY » sise à Chémery, et notamment l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 autorisant la Société Gaz de France à poursuivre l'exploitation des installations de surface liées au stockage de gaz naturel en couche géologique de Chémery ;
- Vu** le Plan Méthodologique de Surveillance (version K) déposé par l'exploitant sur le site internet « Démarches-Simplifiées » le 18 janvier 2022 ;
- Vu** la demande de l'exploitant du 30 juin 2021 de renonciation à l'allocation de quotas à titre gratuit accordée pour la sous-installation chaleur ;
- Vu** la proposition de l'inspection des installations classées en date du 4 février 2022 adressée à Monsieur le préfet du Loir-et-Cher, pour l'approbation du Plan Méthodologique de Surveillance susvisé ;

Considérant que dans sa demande du 30 juin 2021, l'exploitant renonce à l'allocation de quotas à titre gratuit accordée pour la sous-installation chaleur pendant l'actuelle période d'allocation ;

Considérant que le périmètre des installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre est différent du périmètre des installations bénéficiant d'une allocation de quotas à titre gratuit ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

La société « STORENGY », dont le siège social est situé 23 rue Philibert Delorme, Paris – 75017, autorisée à exploiter des installations de surface liées au stockage de gaz naturel en couche géologique de Chémery, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 : périmètre des installations soumises au SEQE

Les installations mentionnées ci-après sont incluses dans le périmètre du SEQE et doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle des émissions de CO2.

Article 2.1 : installations éligibles aux quotas gratuits

I. au titre de la sous-installation combustible

- Les turbocompresseurs MARS et TITAN;
- Les brûleurs des 4 unités de régénération du TEG du site principal,
- Les brûleurs des 3 unités de régénération du traitement du développement

II. au titre de la sous-installation chaleur

- Les chaufferies tertiaires,
- La chaufferie service développement (réchauffage gaz),
- La chaufferie compression (réchauffage gaz),
- Les 2 chaudières de désulfuration de Chémery Développement,
- La chaudière de désulfuration de Chémery Principal.

Article 2.2 : installations non éligibles aux quotas gratuits

- Torchères,
- Groupes électrogènes de secours de l'alimentation électrique

Article 2.3 : installations à l'arrêt

- Oxydeur thermique,
- Unités de régénération amines U1 et U2,
- Unité de régénération R5,
- Les aérothermes gaz.

Article 3 : renonciation aux quotas gratuits

L'exploitant de la société « STORENGY » renonce à l'allocation de quotas à titre gratuit accordée pour la sous-installation chaleur.

Cette renonciation vaut pour l'ensemble des équipements de la sous-installation chaleur et est effective à compter du 1^{er} janvier 2021 pour la période d'allocation 2021-2025.

L'exploitant n'a pas le droit de retirer sa demande visée au 1^{er} alinéa au cours de la période d'allocation 2021-2025.

Article 4 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loir-et-Cher, le Maire de la commune de Chémery, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **18 MARS 2022**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'N' followed by a horizontal line.

Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante.

Délais et recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la république BP 40 299 – 41 006 BLOIS CEDEX
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLÉANS :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr